

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 2 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GALVACIER SAS**

ZI des Terres Noires  
81370 ST SULPICE LA POINTE

Référence : Inspection n° 81-CRARC-2022-40

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mai 2022 dans l'établissement GALVACIER SAS implanté ZI des Terres Noires sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe (81370). L'inspection a été annoncée le 12 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 relative au risque incendie dans les ateliers de traitements de surface prévue par l'instruction du ministère de la transition écologique en date du 22 décembre 2021.

Cette action, dédiée aux installations soumises à autorisation ou à enregistrement sous les rubriques 2564, 2565 et 3260, porte principalement sur la conformité des installations aux mesures relatives à la prévention des incendies et de leur propagation : vérification des installations électriques, des systèmes de désenfumage, de la détection incendie, des moyens de lutte et du confinement des eaux incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVACIER SAS
- ZI des Terres Noires 81370 ST SULPICE LA POINTE
- Code AIOT dans GUN : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GALVACIER est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. Elle est spécialisée dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'elle réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Neuf autres établissements de galvanisation sont positionnés sur l'ensemble du territoire français appartenant tous au groupe HILL & SMITH HOLDING PLC dont les actionnaires sont anglais.

L'établissement de Saint-Sulpice-la-Pointe emploie actuellement 39 salariés. Deux équipes de 12 personnes sont rattachées à la production qui fonctionne en 2x8 (4h30-12h / 12h-19h30).

Les opérations de galvanisation traitent entre 700 à 1000 tonnes d'acier par mois, soit une consommation mensuelle de zinc comprise entre 40 à 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leur dimension :

- la zone des grands bains (8 mètres) où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure « accroche » du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société GALVACIER est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du :

- 14 août 2014 relatif à la constitution des garanties financières ;
- 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car, il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260. Il est également soumis à l'obligation de garanties financières au titre de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement pour un montant de 130 648 € (acte de cautionnement solidaire n° 372187 de la société ATRADIUS valable jusqu'au 30 juin 2024).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative et capacité/volume des activités exercées ;
- risque incendie dans les ateliers de traitements de surface.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée

- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	AP complémentaire du 03/03/2017, article 1	/	Sans objet
Déchets	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 29	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	AP complémentaire du 03/03/2017, article 1	/	Sans objet
Nature des installations	AP complémentaire du 03/03/2017, article 1	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, deux non-conformités et deux faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction ont été relevés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP complémentaire du 03/03/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Rubrique n° 3260 : traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.</p> <p>Grands bains de galvanisation : 338 m<sup>3</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 bain de dégraissage de 33 m<sup>3</sup></li> <li>• 9 bains de décapage de 30 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 bain de fluxage de 35 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation : 18 m<sup>3</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 bain de dégraissage de 3 m<sup>3</sup></li> <li>• 4 bains de décapage de 3 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 bain de fluxage de 3 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Total : 356 m<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence globale de 371,815 m<sup>3</sup> de bains de traitement, à savoir :</p> <p>Grands bains de galvanisation : 350,815 m<sup>3</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 bain de dégraissage de 33,615 m<sup>3</sup> (L x l x h = 8,3 x 1,5 x 2,7)</li> <li>• 1 bain de décapage acide de 54,675 m<sup>3</sup> (L x l x h = 9 x 2,25 x 2,7)</li> <li>• 2 bains de décapage acide de 33,615 m<sup>3</sup> (L x l x h = 8,3 x 1,5 x 2,7)</li> <li>• 4 bains de décapage acide de 28 m<sup>3</sup> (L x l x h = 8,3 x 1,5 x 2,25)</li> <li>• 1 bain de décapage acide de 20,295 m<sup>3</sup> (L x l x h = 12,3 x 1,5 x 1,1)</li> <li>• 1 bain de dé-zingage acide de 28 m<sup>3</sup> (L x l x h = 8,3 x 1,5 x 2,25)</li> <li>• 1 bain de fluxage de 35 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation : 21 m<sup>3</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 bains de dégraissage de 3 m<sup>3</sup></li> <li>• 4 bains de décapage de 3 m<sup>3</sup></li> <li>• 1 bain de fluxage de 3 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Cette augmentation de 15,815 m<sup>3</sup> devra faire l'objet d'un porter à connaissance de la part de la société GALVACIER auprès de monsieur le préfet du Tarn, conformément au point II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport est laissé à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative.</p>
<p><b>Observations :</b> Suivant la note du ministère de la transition écologique en date du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE, l'augmentation de 15,815 m<sup>3</sup> du volume des bains de traitement ne devrait pas être considérée comme une modification substantielle car l'augmentation de capacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ne dépasse pas en elle-même le seuil IED fixé à 30 m<sup>3</sup> au regard de la rubrique n° 3260 ;</li> <li>• est inférieure à 10 % du volume précédemment autorisé.</li> </ul> <p>Il convient également de noter que la société GALVACIER ne génère aucun rejet d'eaux de process car, les bains usés et les rinçages morts sont considérés comme des déchets, éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. Il n'y a donc pas d'augmentation des rejets en flux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP complémentaire du 03/03/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 4510.2 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes  1 bain de dézingage acide (30 m <sup>3</sup> soit 46,5 tonnes) 1 bain de dézingage acide (3 m <sup>3</sup> soit 4,65 tonnes) 1 cuve d'acide usagé contenant des oxydes de zinc (bridée à 15 m <sup>3</sup> soit 23,25 tonnes)  Total : 74,4 tonnes
<b>Constats :</b> Les quantités de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 présentes le jour de l'inspection étaient inférieures à la quantité maximale autorisée.  Par courrier en date du 17 mai 2021, l'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées des quantités maximales de produits dangereux pour l'environnement aquatique susceptibles d'être présentes sur le site, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 tonne de chlorure de zinc (MP)</li><li>• 4 tonnes de flux (MP)</li><li>• 40,32 tonnes présents dans les bains de dézingage composé d'acide chlorhydrique et de chlorure de zinc</li><li>• 21,9 tonnes présents dans la cuve de stockage des déchets de bains de décapage composé d'acide chlorhydrique et de chlorure de zinc.</li></ul> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les fiches de données de sécurité permettant de vérifier : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mentions de dangers (H400 et H410) des différents produits ;</li><li>• le classement de ces produits au titre de la rubrique n° 4510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li></ul> Compte tenu des quantités stockées, cette activité reste soumise au régime de la déclaration.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP complémentaire du 03/03/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 4511 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes  Bains de fluxage : 35 m3 et 3 m3 soit 50,92 tonnes (densité 1,34) Boues de bains de fluxage : 3 tonnes Peinture contenant des oxydes de zinc : 0,21 tonne  Total : 54,13 tonnes (non classé)
<b>Constats :</b> Les quantités de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 présentes le jour de l'inspection étaient inférieures à la quantité maximale autorisée.  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les fiches de données de sécurité permettant de vérifier : - les mentions de dangers (H411) des différents produits ; - le classement de ces produits au titre de la rubrique n° 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Compte tenu des quantités stockées, cette activité reste non classée.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> La zone dite des "grands bains de galvanisation" est équipée de lanterneaux (toiture surélevée) ouverts aux quatre vents permettant une aération naturelle et une évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.  La zone dite des "bains de centrifugation" est équipée de quatre dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DEFNC). Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de procéder à leur ouverture. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que ces DEFNC avaient fait l'objet d'une vérification par la société BEFPI le 20 octobre 2021 dont le rapport d'intervention faisait mention de leur non-fonctionnement.  Cette non-conformité fera l'objet d'une proposition de mise en demeure, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> Selon le rapport de vérification n° R2676423-015-1 en date du 30 août 2021 de l'APAVE, toutes les installations électriques disposent de prises de terre conformes à la norme NF C 13200.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Art -6 - I [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.  Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. [...]
<b>Constats :</b> L'atelier de traitement de surface n'utilise pas de résistances pour le chauffage des cuves.
<b>Observations :</b> Les bains de décapage et de dégraissage sont maintenus à une température d'environ 20 °C grâce à un échangeur d'eau chaude fonctionnant en circuit fermé. L'eau circulant dans l'échangeur est portée à une température de 60 °C par l'intermédiaire de deux chaudières au gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b> L'établissement n'est pas doté d'un bassin de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>La société GALVACIER dispose d'une étude de dangers datant de la création de l'établissement, soit de l'année 1992. Cette étude de dangers ne fait pas état de l'estimation des besoins en eaux d'extinction incendie, ni des moyens nécessaires pour lutter contre un éventuel incendie. De ce fait, le dimensionnement du bassin de confinement n'est actuellement pas connu.</p> <p>Par conséquent, la société GALVACIER devra :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• réaliser les études préalables permettant de définir les besoins et les moyens d'extinction incendie ;</li><li>• mettre en place un bassin de confinement, ou tout autre dispositif équivalent, permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie.</li></ul> <p>Le positionnement du bassin de confinement devra tenir compte du dénivelé du terrain.</p> <p>Cette non-conformité fera l'objet d'une proposition de mise en demeure, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport.</p>
<p><b>Observations :</b> La valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus ne peut pas être retenu car, l'installation ne dispose pas de stockage de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• substances très toxiques ou de préparations très toxiques en quantité supérieure à 20 tonnes ;</li><li>• substances toxiques ou de préparations toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.  Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'installation est dotée de nombreux extincteurs poudre ou dioxyde de carbone, adaptés aux risques encourus, ainsi que 2 RIA.  Ces moyens ont été vérifiés le 20 octobre 2021 par la société BEFPI.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.  L'exploitant tient un registre des déchets conformément aux dispositions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et à ses arrêtés d'application.
<b>Constats :</b> Selon la déclaration GEREP au titre de l'année 2021, le fonctionnement de l'établissement a généré (entre autres) : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3,109 tonnes de boues de bains de fluxage (code 11 05 04*) ;</li><li>• 1,109 tonne de poussières provenant de l'épuration des fumées (code 11 05 03*).</li></ul> Ces déchets sont envoyés en transit/regroupement auprès de la société EOVAL (31), puis éliminés par la société SIAP (33) dûment autorisées à cet effet. L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi de déchets n° 496, 499 et 518 attestant de transit/regroupement auprès de la société EOVAL.  Le certificat de valorisation/traitement et une copie des bordereaux de suivi de déchets que doit émettre la société EOVAL, attestant de leur élimination auprès de la société SIAP, n'ont toujours pas été transmis à la société GALVACIER. Cette obligation réglementaire est prévue par les dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui stipulent : <i>"Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers."</i>  Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs manquants.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet